

## Afrique du Sud : Jacob Zuma pris pour cible au Parlement

@rib News, 21/08/2014 - Source AFP Le Parlement sud-africain a été vacuë jeudi après des incidents provoqués par les députés du leader radical Julius Malema qui interrogeait le président Jacob Zuma sur les dépenses engagées par l'Etat pour "sécuriser" sa résidence privée. Refusant d'obéir aux injonctions de la présidente du Parlement, les députés des Combattants pour la liberté Économique (Economic Freedom Fighters, EFF), un parti d'extrême gauche, sont restés debout en scandant "Rends l'argent, rends l'argent" à l'adresse du chef de l'État. [Photo : Les députés de l'EFF vacuent du parlement sud-africain, jeudi 21 août]

Julius Malema avait auparavant demandé au président Zuma, à l'occasion d'une séance de questions-réponses, quand il comptait rembourser les sommes dépensées pour la rénovation de sa résidence privée, qui a coûté près de 20 millions d'euros au contribuable sud-africain. Le chef de l'État ayant esquivé la question, la vingtaine de députés EFF ont provoqué un chahut. La présidente de l'Assemblée Baleka Mbete leur a ordonné de quitter l'hémicycle, mais ils ont refusé. Baleka Mbete a appelé la sécurité pour les évacuer, tandis que les députés des autres partis quittaient la séance de même que le président Zuma. Après plusieurs minutes de chaos et de discussions avec le groupe EFF, la présidente a finalement suspendu la séance. Julius Malema avait interrogé le président sur ce que la presse appelle le "Nkandlagate" : le financement par l'État de travaux extrêmement onéreux dans la résidence privée de Jacob Zuma, dans le village rural de Nkandla (Est), avec notamment la construction d'une piscine, d'un amphithéâtre, d'un enclos pour le bétail et d'un poulailler. La médiatrice de la République, dans un rapport explosif, avait estimé que ces dépenses ne pouvaient être entièrement justifiées par des travaux de sécurité, comme le prétendait le gouvernement. Elle avait enjoint au chef de l'État de rembourser une partie du montant des travaux. Après être longtemps resté silencieux, le président a fini par accepter que la décision de le faire rembourser ou non soit prise par... son ministre de la Police. L'EFF est un mouvement radical né de l'expulsion de Julius Malema de l'ANC. Il prône la nationalisation des mines et l'expropriation des grands propriétaires terriens blancs. Il a obtenu plus d'un million de voix et 25 sièges sur les 400 de l'Assemblée nationale aux élections du 7 mai dernier.